

REVUE INTERNATIONALE DES ECONOMISTES DE LANGUE FRANÇAISE

RIELF 2022, Vol. 7, N°2

Association Internationale
des Economistes de Langue Française



avec la collaboration de



UNIWERSYTET
EKONOMICZNY
W POZNANIU

l'Université des Sciences Economiques et de Gestion de Poznań



L'Université Bernardo O'Higgins - Chili

Rédacteur en chef

Krzysztof MALAGA, USEGP, Pologne

Rédactrice adjointe

Małgorzata MACUDA, USEGP, Pologne

Secrétaire de rédaction

Dorota CZYŻEWSKA-MISZTAL, USEGP, Pologne

Comité éditorial

Akoété Ega AGBODJI, Togo
Wissem AJILI BEN YOUSSEF, France
Alastaire ALINSATO, Bénin
Loubna ALSAGIHR OUEIDAT, Liban
Camille BAULANT, France
Matouk BELATTAF, Algérie
Francis BISMANS, France, Belgique
Horst BREZINSKI, Allemagne
Abdelaziz CHERABI, Algérie
Bernard COUPEZ, France
Jean-Jacques EKOMIE, Gabon
Jules Roger FEUDJO, Cameroun
Camelia FRATILA, Roumanie
Ewa FRĄCKIEWICZ, Pologne
Rosette GHOSSOUB SAYEGH, Liban
Marian GORYNIA, Pologne
Driss GUERRAOUI, Maroc
Juliana HADJITCHONEVA, Bulgarie
Vidal IBARRA-PUIG, Mexique
Nafii IBENRISSOUL, Maroc
Soumaïla Mouleye ISSOUFOU, Mali

Michel LELART, France
Laura MARCU, Roumanie
Tsvetelina MARINOVA, Bulgarie
Boniface MBIH, France
Mbodja MOUGOUE, États-Unis
Francisco OCARANZA, Chili
Thierry PAIRAULT, France
Jacques POISAT, France
Carlos QUENAN, France
Marek RATAJCZAK, Pologne
Alain REDSLOB, France
Jeannette ROGOWSKI, États-Unis
Paul ROSELE CHIM, France
Claudio RUFF ESCOBAR, Chili
Alain SAFA, France
Baiba ŠAVRIŅA, Lettonie
Piotr STANEK, Pologne
Abdou THIAO, Sénégal
Roger TSAFACK NANFOSSO, Cameroun
François VAILLANCOURT, Canada
Isabel VEGA MOCOROA, Espagne

Bureau de rédaction

Eliza SZYBOWICZ, soutien éditorial, USEGP, Pologne
Marta DOBRECKA, rédactrice technique, USEGP, Pologne

© Copyright by Association Internationale des Economistes de Langue Française, Université des Sciences Economiques et de Gestion de Poznań
Paris, Poznań 2022

La RIELF offre son contenu complet en accès libre sous licence Creative Commons BY NC SA 4.0

ISSN 2551-895X
e-ISSN 2727-0831

Edition digitale et imprimée
Editions de l'Université des Sciences Economiques et de Gestion de Poznań
Projet de couverture : Izabela Jasiczak, Bernard Landais, Krzysztof Malaga, Eduardo Téllez

TABLE DES MATIÈRES

Avant-propos (KRZYSZTOF MALAGA).....	3
SIHAM RIZKALLAH L'indépendance de la BDL et les déterminants de la crise économique au Liban	9
ROGER A. TSAFACK NANFOSSO Russafrique	32
TCHABLEMANE YENLIDE, BAWOUPATI BITASSA, MAWUSSÉ KOMLAGAN NÉZAN OKEY, LARDJA KOLANI Urbanisation, qualité des institutions et santé publique dans les pays d'Afrique subsaharienne	62
MOUHAMADOU LAMINE DIAL, MAMADOU DIOUF Développement financier et productivité agricole en Afrique subsaharienne	85
KODJO W. BAOULA Énergie renouvelable, croissance économique et atténuation des émissions de dioxyde de carbone dans les pays de l'UEMOA	114
FRANCK MONDESIR TSASSA MBOUAYILA, PRUDENCE LOVE ANGÈLE MOUAKASSA Effets de la bancarisation sur la croissance économique au Congo	143
SOULEYMANE MBAYE, SOULEYMANE DIALLO La croissance économique au Sénégal est-elle inclusive ?	166
NDONGO MANÉ KEBE Étude empirique des « déficits jumeaux » pour le cas du Sénégal	186
ESSOCHANAM PELENGUEI, BENOIT KAFANDO, KOKOUI KUNALÈ MAWUENA, KODJO EVLO Effet de l'accès aux services de soins de santé sur mortalité infantile au Togo	211

SÉBASTIEN CHEVAIS

Développement des fonds d'État chinois dans le cadre d'une stratégie économique, monétaire et financière globale 226

BARTŁOMIEJ LACH, KRZYSZTOF MALAGA

Analyse comparative de la liberté économique dans les pays d'Amérique du Sud au cours des années 1996–2022 255

AVANT-PROPOS

Le numéro 2/2022 de la RIELF, que nous avons l'honneur de présenter à nos lecteurs, est composé de 11 articles. Le premier article concerne le Liban, le pays qui a accueilli en mai 2022 le 63e Congrès de l'AIELF. Les huit articles suivants couvrent l'Afrique, l'Afrique subsaharienne, l'UMEOA et des tels pays comme le Bénin, le Congo, le Sénégal ainsi que le Togo. Le dixième article concerne la Chine. Le onzième article est consacré aux pays d'Amérique du Sud. C'est une sorte d'introduction au numéro 1/2023 de la RIELF, qui sera entièrement consacré à ce continent.

Siham RIZKALLAH dans l'article *L'indépendance de la BDL et les déterminants de la crise économique au Liban*, tente à identifier le concept de l'indépendance de la Banque Centrale qui s'est propagé dans les années quatre-vingt. À cette époque, on observe une tendance à séparer la politique budgétaire de la politique monétaire afin de permettre, à cette dernière, de lutter avec crédibilité et efficacité pour atteindre l'objectif de stabilité monétaire et maîtriser l'inflation. Toutefois, la crise financière de 2008 a remis en question l'exigence de l'indépendance de la Banque Centrale par des Politiques Monétaires Non Conventionnelles (PMNC). D'après l'auteur, au regard de l'écroulement actuel de l'économie libanaise, il est intéressant de se pencher sur le cas de la Banque du Liban (BDL), dotée d'une certaine indépendance statutaire, mais souffrant d'une faible indépendance fonctionnelle. L'auteur, se référant au modèle de Jacome (2001), montre que la BDL manque d'indépendance effective, ce qui se traduit par l'acceptation de sa conformité aux demandes constantes du Trésor public pour participer au financement de la dette publique croissante, en partie en devises étrangères. Donc la BDL maintient un ancrage rigide du taux de change dans une économie fortement dollarisée et implique l'ensemble du système bancaire dans des PMNC qu'elle nomme « ingénieries financières » et qui contribuent à l'écroulement multidimensionnel actuel (budgétaire, monétaire et bancaire).

Roger A. TSAFACK NANFOSSO dans l'article *Russafrique*, procède à une analyse très approfondie la coopération économique entre la Russie et l'Afrique qui, bien qu'ancienne, a connu des développements majeurs depuis les années 1990. Selon auteur, le mode de mise en œuvre de la présence russe sur le continent diffère de celui des partenaires qualifiés de traditionnels à savoir la France, l'Europe, les USA et plus marginalement le Canada. L'examen documenté des principes de cette coopération, de ses caractéristiques, de ses principaux résultats et de ses perspectives permettent d'apporter une réponse à la question qui revient de manière

récurrente dans les études, à savoir si la Russie est une menace ou une opportunité pour l'Afrique.

Tchablemane YENLIDE, Bawoupati BITASSA, Mawussé Komlagan Nézan OKEY et Lardja KOLANI dans l'article *Urbanisation, qualité des institutions et santé publique dans les pays d'Afrique subsaharienne* visent à examiner la relation entre l'urbanisation et les indicateurs de santé publique sous le prisme de la qualité des institutions dans les pays d'Afrique subsaharienne (ASS). En utilisant un panel de 41 pays couvrant la période 2002 à 2019 et la méthode des moments généralisés (GMM), les auteurs montrent que l'urbanisation actuelle de l'ASS, ne s'accompagne pas d'une amélioration des indicateurs de santé. Cependant, des institutions fortes atténuent l'effet négatif de l'urbanisation sur les résultats en matière de santé publique. D'après les auteurs ces résultats impliquent que les gouvernements des pays d'ASS doivent promouvoir des institutions fortes et inclusives afin de garantir les gains sanitaires de l'urbanisation.

Mouhamadou Lamine DIAL et Mamadou DIOUF dans l'article *Développement financier et productivité agricole en Afrique subsaharienne* évaluent les relations de causalité entre développement financier et productivité agricole en Afrique subsaharienne et dans les zones d'intégration économique de 1990 à 2020. Ils utilisent le modèle ARDL avec l'estimateur PMG et un test de causalité en panel. Les résultats révèlent que le développement financier a un effet positif à long terme, mais négatif à court terme sur la productivité agricole aussi bien en Afrique subsaharienne que dans l'UEMOA. Cependant, l'analyse par zone montre qu'à court terme, le développement financier diminue la productivité agricole dans la SADC. Les auteurs signalent aussi qu'il existe une causalité bidirectionnelle entre le développement financier et la productivité agricole en ASS. Cette situation nécessite la construction d'un système financier efficace et adapté aux réalités du monde agricole.

Kodjo W. BAOUA dans l'article *Énergie renouvelable, croissance économique et atténuation des émissions de dioxyde de carbone dans les pays de l'UEMOA* envisage le problème de l'efficacité des énergies renouvelables pour assurer la croissance économique et la qualité de l'environnement. Il prend en compte les énergies fossiles, majoritairement utilisées et menacées par le risque d'épuisement, qui entraînent une augmentation des émissions de gaz à effet de serre. L'auteur analyse l'effet de la consommation des énergies renouvelables sur la croissance économique et les émissions de dioxyde de carbone dans les pays de l'UEMOA. Pour ce faire il utilise les fonctions de croissance et d'environnement avec une investigation empirique basée sur une régression linéaire en données de panel constituées des pays de l'UEMOA sur la période 1990 à 2015. Les résultats des estimations par la méthode de Pooled Mean Group développée par Pesaran et alii (1999) montrent principalement qu'à long terme, l'utilisation des énergies renouvelables contribue significativement à promouvoir la croissance économique et à atténuer la dégradation de l'environnement à travers la réduction des émissions

de carbone. À cet effet, les décideurs politiques devraient orienter la politique énergétique de l'union vers un mix-énergétique dominé par la production et la consommation d'énergie renouvelable tout en mettant en place une politique de contrôle des émissions de CO₂.

Franck Mondesir TSASSA MBOUAYILA et Prudence Love Angèle MOUAKASSA dans l'article *Effets de la bancarisation sur la croissance économique au Congo*, analyse les effets de la bancarisation sur la croissance économique du Congo. Pour atteindre cet objectif, du point de vue empirique, il fait appel au modèle à correction d'erreur. D'après l'auteur le taux de bancarisation n'a pas d'impact significatif sur la croissance économique au Congo à court et long termes. Ce résultat peut s'expliquer par le faible niveau de bancarisation. Par conséquent, pour que la bancarisation soit capable d'impulser la croissance au Congo, il faut améliorer le taux de bancarisation. À cet effet, un accent particulier devrait être mis sur la distribution du microcrédit qui revêt une grande importance pour l'intégration des populations défavorisées ; les conditions d'ouverture de comptes bancaires et d'agences en milieu rural devraient être assouplies.

Souleymane MBAYE et Souleymane DIALLO dans l'article *La croissance économique au Sénégal est-elle inclusive ?* constatent qu'au Sénégal, malgré les résultats relativement appréciables, depuis la dévaluation du franc CFA avec des taux supérieurs à 6% depuis 2014 (à l'exception de 2020, qui correspond à la récession du COVID-19), la croissance économique n'est pas assez ressentie dans le panier de la ménagère, d'où une forte interrogation sur l'inclusivité de cette croissance. En s'inspirant de la méthode utilisée par le PNUD pour l'IDH et en l'appliquant à l'approche multidimensionnelle de la croissance inclusive de Zhuang et Ali (2010), ils ont construit un indicateur de croissance inclusive (ISCIS). Sur cette base, ils montrent que sur la période de l'étude (1980-2018), la croissance économique n'est pas inclusive au Sénégal.

Ndongo Mané KEBE dans l'article *Étude empirique des « déficits jumeaux » pour le cas du Sénégal* tente à vérifier l'hypothèse de neutralité ricardienne au Sénégal, à travers de l'existence ou non du phénomène des « déficits jumeaux ». Son objectif est d'étudier la corrélation entre le déficit budgétaire et le déficit du compte courant. Il adopte le test de cointégration des deux variables à travers l'utilisation du modèle à correction d'erreurs (MCE) suivant la méthode d'Engle et Granger (1987). D'après l'auteur les résultats indiquent une absence de cointégration entre les variables telles que : déficit budgétaire et solde du compte courant et donc de relation d'équilibre sur la période étudiée, entre ces deux variables, d'où une acceptation de la Proposition d'équivalence Ricardienne sur la période 1991–2020. Aussi, ce résultat s'identifie à la vérification de la Proposition d'Équivalence Ricardienne (PER) pour le Sénégal.

Essohanam PELENGUEI, Benoit KAFANDO, Kokouvi Kunalè MAWUENA et Kodjo EVLO dans l'article *Effet de l'accès aux services de soins de santé sur mortalité*

infantile au Togo analysent les effets d'un accès sans restriction aux soins de santé sur la mortalité infantile au Togo. Les auteurs se sont appuyés sur un modèle de duré à risque proportionnel pour évaluer ces effets. À la suite des estimations de ce modèle à partir des données de l'Enquête Démographique et de Santé réalisée au Togo en 2013, ils montrent que naître en présence d'un personnel de santé qualifié contribue à la réduction le risque de mortalité des enfants de moins d'un an. D'après les auteurs, une amélioration de l'éducation des mères augmente la probabilité de survie des enfants au-delà de leur premier anniversaire. Ils constatent que ce travail permet de souligner la nécessité d'investir dans la formation du personnel soignant et aussi encourager l'éducation des filles. De tels investissements permettront de réduire significativement la mortalité infantile.

Sébastien CHEVAIS dans l'article *Développement des fonds d'État chinois dans le cadre d'une stratégie économique, monétaire et financière globale* se concentre sur les décisions des instances dirigeantes chinoises visent à reconstruire la puissance économique et financière de leur pays afin de lui rendre son prestige passé et asseoir son influence politique. D'après l'auteur, les trente dernières années, la Chine a travaillé dans le but d'accroître sa prépondérance. Il montre comment les fonds d'État répondent à la fois à cette mission et maintiennent leur poids grandissant au sein de l'économie mondiale

Bartłomiej Lach et **Krzysztof Malaga** dans l'article *Analyse comparative de la liberté économique dans les pays d'Amérique du Sud au cours des années 1996–2022* tentent d'évaluer l'évolution de la liberté économique en 1996–2022 dans des pays tels que : l'Argentine, la Bolivie, le Brésil, le Chili, la Colombie, l'Équateur, la Guyane, le Paraguay, le Pérou, le Suriname, le Trinité-et-Tobago, l'Uruguay, la Venezuela¹. Dans la recherche empirique, les auteurs utilisent les indicateurs de σ -convergence et σ -divergence pour déterminer le degré d'homogénéité ou d'hétérogénéité des pays étudiés. Application d'analyse comparative multivariée y compris l'analyse par grappes (clusters) constitue le point culminant de la recherche empirique. L'analyse typologique est effectuée séparément pour 12 indicateurs partiels et l'indice global de liberté économique pour les 13 pays. Les matrices de similarité des pays, qui sont déterminées à cet effet, représentent les distances entre les séries temporelles des indices de liberté économique calculées sur la base de l'algorithme *Dynamic Time Warping* (DTW). Le programme R et les packages *dtw* et *dtwclust* sont utilisés pour l'analyse des clusters. Les résultats de recherche sur la liberté économique en Amérique du Sud méritent d'être comparés avec les résultats d'une recherche analogue obtenus par les auteurs pour 11 pays post-socialistes² qui ont rejoint l'Union

¹ L'analyse a omis la Guyane française, qui fait partie de la France, et les îles Falkland, qui font partie de la Grande-Bretagne.

² Il s'agit de pays tels que la Bulgarie, la Croatie, l'Estonie, la Hongrie, la Lituanie, la Lettonie, la Pologne, la Slovaquie, la Slovénie, la République Tchèque et la Roumanie.

Européenne après 2003 à la suite de profonds changements institutionnels. Les auteurs constatent que si dans les années 1990 les pays post-socialistes se caractérisaient par un niveau de la liberté économique comparable aux pays d'Amérique du Sud, après 27 ans des changements institutionnels, il ont significativement amélioré ce niveau, écartent les pays sud-américains à cet égard.

Krzysztof Malaga

LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE AU SÉNÉGAL EST-ELLE INCLUSIVE ?

Is economic growth inclusive in Senegal?

SOULEYMANE MBAYE¹

Université Assane Seck de Ziguinchor, Sénégal

UFR Sciences Économiques et Sociales, Département Economie-Gestion

smbaye@univ-zig.sn

<https://orcid.org/0000-0002-4351-3514>

SOULEYMANE DIALLO²

Université Assane Seck de Ziguinchor, Sénégal

UFR Sciences Économiques et Sociales

s.diallo4882@zig.univ.sn

<https://orcid.org/0000-0002-8490-073X>

Abstract : In Senegal, despite the relatively appreciable results since the devaluation of the CFA franc with the rates of GDP growth above 6% since 2014 (except for 2020 which corresponds to the recession due to the COVID-19), economic growth is not felt enough in the basic food basket, hence this strong questioning about the inclusiveness of this growth, even if we are far from double-digit rates. The objective of this paper is to measure the inclusiveness of Sénégal's economic growth through the construction of an inclusive growth index (ISCIS). To achieve it, we were inspired by the method used by UNDP for the HDI by applying it to the multidimensional approach of the growth's inclusiveness from Zhuang and Ali (2010). It thus appears that over the period of the study (1980–2018), economic growth is not inclusive in Sénégal in so far as, the ISCIS is on average (0,413) less than 0.5.

Keywords : inclusive growth, PCA, synthetic index.

Résumé : Au Sénégal, en dépit des résultats relativement appréciables depuis la dévaluation du franc CFA avec des taux supérieurs à 6% depuis 2014 (sauf pour 2020 qui correspond à la récession due à la COVID-19), la croissance économique n'est pas assez ressentie dans

¹ Université Assane Seck de Ziguinchor, BP 523 Ziguinchor, Sénégal.

² Université Assane Seck de Ziguinchor, BP 523 Ziguinchor, Sénégal.

le panier de la ménagère, d'où une forte interrogation sur l'inclusivité de cette croissance, même si on est relativement loin des taux à deux chiffres. L'objectif de ce papier est de mesurer le caractère inclusif de la croissance économique du Sénégal à travers la construction d'un indicateur de croissance inclusive (ISCIS). Pour ce faire, nous nous sommes inspirés de la méthode utilisée par le PNUD pour l'IDH en l'appliquant à l'approche multidimensionnelle de la croissance inclusive de Zhuang et Ali (2010). Il apparaît ainsi que sur la période de l'étude (1980–2018), la croissance économique n'est pas inclusive au Sénégal dans la mesure où, l'ISCIS est en moyenne (0,413) inférieure à 0,5.

Mots-clés : croissance inclusive, ACP, indice synthétique.

JEL classification : O11, O47, O55.

Introduction

Dans leur ouvrage sur la situation de l'économie mondiale, Chevallier et Le Goff (2014), soulignent les bonnes performances de l'Afrique subsaharienne (ASS) avec une croissance qui a doublé entre 2000 et 2013 comparée à la décennie précédente. Pour autant, l'Afrique subsaharienne (ASS) reste la région la plus touchée par la pauvreté dans le monde. Selon la Commission Économique des Nations Unies pour l'Afrique (CENUA, 2017), l'incidence de la pauvreté y était estimée, en 2013, à 41% de la population. Cette partie du continent a aussi la particularité d'abriter l'écrasante majorité des pays les moins avancés, dont le Sénégal.

Dans ce pays, l'incidence de la pauvreté tourne autour de 47% (ANSD, 2013)³. Selon la même enquête, 57% de la population en milieu rural vit sous le seuil de pauvreté. Cette situation met en exergue la problématique du développement humain au Sénégal qui fait partie des 25 pays les plus mal classés en termes d'IDH⁴. En outre, en observant la structure économique du pays, il apparaît que le secteur tertiaire contribue beaucoup plus dans la création de richesse que les secteurs primaire et secondaire. Or, les secteurs comme l'industrie et l'agriculture, qui emploient l'écrasante majorité de la population active, ne participent que très faiblement à la production nationale. Par ailleurs, l'agriculture et l'extraction constituent les principales activités des couches les plus vulnérables. Ces dernières résident en majorité en milieu rural. Ce qui pose le problème des inégalités socio-économiques entre les personnes mais également entre les régions, bref, le problème de l'inclusion de la croissance économique.

A la suite de la problématique sur la croissance pro-pauvre, celle de la croissance inclusive semble être une forte préoccupation pour les plus grandes organisations

³ Enquête de Suivi de la Pauvreté au Sénégal, phase 2 (ANSD).

⁴ 168ème rang sur 189 pays et territoires dans le monde, en 2019.

internationales ou sous régionales, notamment la Banque Mondiale, l'OCDE⁵, l'Asian Development Bank (ADB)⁶ ou son équivalent en Afrique, la Banque Africaine de développement (BAD, 2016). Sur la même veine, des auteurs comme Habito (2009) ou Rauniyar et Kanbur (2010) (cités par Ranieri & Ramos, 2013) tentent de donner une définition de la notion d'« inclusivité ». Dans la plupart des études, cette notion revoie à une croissance qui « profite à tous », qui peut créer des « emplois productifs » ou de « nouvelles opportunités économiques ».

L'objectif de ce papier est de mesurer le caractère inclusif de la croissance économique du Sénégal à travers la construction d'un indicateur de croissance inclusive. Compte tenu de la situation présentée plus haut, nous posons l'hypothèse que la croissance économique du Sénégal sur la période considérée (1980–2018) n'est pas inclusive.

L'article est structuré en quatre sections. La première présente le contexte de l'étude tandis que la deuxième est consacrée à la revue de la littérature sur la croissance inclusive et sa mesure. Dans la troisième section, nous précisons la méthodologie de l'étude pour enfin terminer avec la présentation des résultats et la discussion.

1. Sénégal : des performances économiques et sociales encore faibles malgré quelques embellies

Les performances du Sénégal depuis les indépendances, à l'aune des indicateurs monétaires comme le PIB ou le PIB par habitant mais également à la lumière des autres outils de mesures comme l'IDH, ne sont pas à la hauteur des attentes. L'économie ne repose pas encore sur des fondements solides du fait, entre autres, de sa vulnérabilité face aux chocs externes et sa dépendance encore significative vis-à-vis de son secteur primaire, surtout l'agriculture dont la production est très sensible aux aléas climatiques.

1.1. Une croissance relativement peu soutenue mais en redressement

Globalement, on peut noter deux phases dans son évolution économique. De 1960 à 1983, qui marque presque la fin de la mise en œuvre du Plan de redressement économique et financier (PREF, 1980–1984), une composante du programme d'ajustement structurel, la croissance du PIB a connu une évolution très erratique entraînant du coup une chute du PIB par habitant. En effet, pendant que la crois-

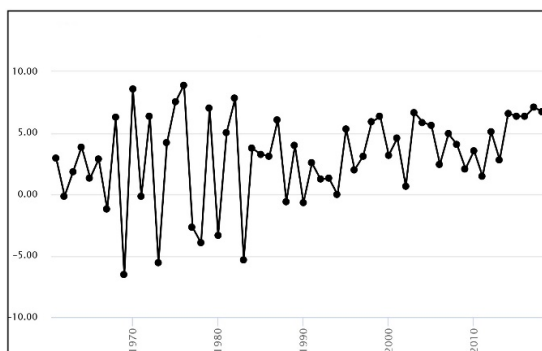
⁵ Rapport intitulé *Rendre la croissance plus inclusive pour améliorer le bien-être et renforcer l'économie* (2014) à la suite d'une étude portant sur 14 pays de l'OCDE.

⁶ Banque Asiatique de développement (cf. l'étude menée par Zhuang & Ali, 2010).

sance démographique était en moyenne de 2,78%, la PIB affichait une moyenne de 1,9%⁷. La chute du PIB par habitant s'est poursuivie jusqu'en 1994, année de la dévaluation du franc CFA.

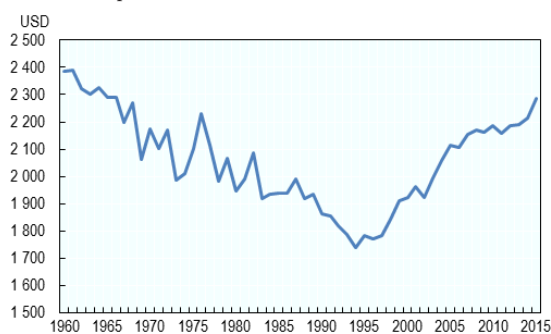
Le graphique 1 montre l'évolution du taux de croissance du PIB avec des fluctuations moins importantes après la dévaluation et un redressement à partir de 2010.

L'après dévaluation a permis de retrouver des taux de croissance du PIB positifs. On assiste également à un relèvement du PIB par habitant (graphique 2). Ces dernières années, l'économie semble connaître un regain de dynamisme avec notamment des taux de croissance supérieurs à 6% entre 2014 et 2018, avec même un taux de 7,4% en 2017 selon l'Agence Nationale de Statistique et de la Démographie (ANSD).



Graphique 1. Évolution de la croissance du PIB au Sénégal (1960-2015)

Source : Perspective monde.



Graphique 2. Évolution du PIB par tête au Sénégal (1970-2010)

Source : Perspective monde.

⁷ Calculs sur la base des données de Perspectives monde (<https://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMTendanceStatPays?codeTheme=2&codeStat=SP,POP,GROW&codePays=SEN&optionsPeriodes=Aucune&codeTheme2=1&codeStat2=x&codePays2=SEN&optionsDetPeriodes=avecNomP>).

1.2. Une lente réduction de la pauvreté et un retard dans le développement humain

Malgré les résultats relativement appréciables depuis la dévaluation du franc CFA et qui vaut au Sénégal les encouragements du FMI, l'impact sur la réduction de la pauvreté a été assez marginal du fait du rythme relativement faible de la croissance et compte tenu également du niveau très élevé de l'incidence de la pauvreté sur le plan national. En effet, entre les deux dernières enquêtes exhaustives à l'échelle nationale, la pauvreté n'a été réduite que de 2,9%, passant de 48,1% pour l'ESPS I (2005–2006) à seulement 46,7% pour l'ESPS II (tableau 1). L'*Enquête Harmonisée sur les Conditions de Vie des Ménages au Sénégal* (ANSD, 2021), moins exhaustive, indique une incidence de la pauvreté de 37,8%, ce qui pose toujours la problématique de l'importance de la population pauvre.

Tableau 1. Évolution de l'incidence de la pauvreté au Sénégal

Période et enquête	1994–1995 ESAM I	2001–2002 ESAM II	2005–2006 ESPS I	2010–2011 ESPS II	2018–2019 EHCVM
Incidence de la pauvreté	61,4	55,2	48,1%	46,7%	37,8%

Source : (ANSD, 2013, 2021).

En termes de développement humain, le Sénégal qui fait partie des pays les plus mal classés, a connu des avancées mais reste dans la catégorie des pays à développement humain faible avec un indice de 0,512 en 2019 (inférieur au seuil de 0,550).

Au regard des faibles performances notées et en dépit des attentes de la population, plusieurs programmes de lutte contre la pauvreté ont été mis en place sur la base notamment des Documents Stratégiques de Réduction de la Pauvreté (DSRP 1–2002 et DSRP 2–2006). C'est dans le cadre du DSRP 2, et pour également prendre en compte les OMD à l'horizon 2015, qu'une Stratégie de Croissance Accélérée (SCA) a été élaborée en 2006. L'objectif de cette stratégie de croissance « pro-pauvre » était d'atteindre, sur une longue période, un taux moyen compris entre 7% et 8% et qui devrait permettre de réduire de moitié la pauvreté. Pour ce faire, il était attendu un doublement du PIB par tête sur une période de 15 ans.

Dans une logique de croissance et redistribution, le gouvernement a aussi mis en place, depuis 2014 et dans le cadre des politiques de ciblage, un programme national de bourse de sécurité familiale (transferts monétaires) qui met l'accent sur les zones les plus pauvres⁸.

⁸ Ces filets sociaux devraient par exemple contribuer en partie à réduire les phénomènes de décapitalisation avec notamment la vente du bétail destiné aux activités productives. Il est attendu à long terme qu'ils permettent d'augmenter l'investissement productif.

Si la croissance économique du pays s'est nettement améliorée avec des taux supérieurs à 6% depuis 2014⁹, elle n'est pas assez ressentie dans le panier de la ménagère, d'où une forte interrogation sur l'inclusivité de la croissance, même si on est relativement loin des taux à deux chiffres. Une croissance inclusive est souvent accompagnée de création d'emplois productifs.

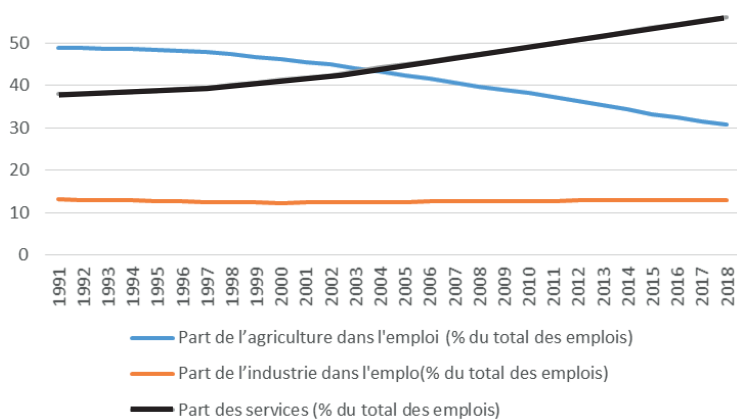
1.3. Une croissance peu créatrice d'emplois formels

En observant la structure économique nationale, il apparaît que le secteur tertiaire (53,53%) contribue beaucoup plus dans la création de richesse que les secteurs primaire et secondaire (tableau 2).

Tableau 2. Contribution des secteurs de l'agriculture, de l'industrie et des services dans le PIB du Sénégal (en%) entre 1980 et 2018

Variables	Minimum	Maximum	Moyenne	Écart-type
Agriculture	11,88	21,84	16,58	2,57
Industrie	17,35	22,34	20,30	1,31
Services	50,10	55,85	53,53	1,34

Source : Élaboration propre à partir des données WDI (Banque Mondiale).



Graphique 3. Évolution de la part des secteurs dans l'emploi au Sénégal (%)

Source : Élaboration propre à partir des données WDI (Banque Mondiale).

⁹ La croissance du PIB réel s'est établie à 6,3 % en 2017 et à 5,3 % en 2019 selon la Banque Mondiale qui parle de « croissance économique parmi les plus fortes d'Afrique » ([https : // www.banquemonde.org/fr/country/Sénégal/overview](https://www.banquemonde.org/fr/country/Sénégal/overview), consulté le 12 décembre 2020). Bien évidemment avec la crise de la COVID-19, elle a chuté avec un taux de 0,7%.

Comme le notent Diaw et Ndiaye (2019), cette tertiarisation de l'économie qui se digitalise aussi de plus en plus est une source d'accroissement des inégalités, ce qui a pour conséquence le chômage de masse et la précarisation de l'emploi.

En termes de part dans l'emploi, c'est le secteur tertiaire qui crée la majeure partie des emplois. Cependant, il y a une surreprésentation de l'emploi informel notamment dans le commerce dont la productivité extrêmement faible (graphique 3).

2. Revue de la littérature : la croissance inclusive et sa mesure

Dans la littérature, on parle de moins en moins de croissance pro-pauvre et davantage de croissance inclusive. Ces deux concepts remettent au goût du jour un vieux débat en sciences économiques autour de la relation croissance et développement, synonyme d'amélioration du niveau de vie. Dans la pensée classique, l'effet de ruissellement des « fruits » de la croissance (*Trickle-down effect*) devrait bénéficier à une large part de la population et aurait forcément des retombées sur les pauvres. Il existe ainsi un lien entre le seuil de croissance économique atteint et le recul de la pauvreté. La définition des OMD puis des ODD met à nu la complexité du processus d'amélioration générale du niveau de vie dans une économie.

2.1. Du *Trickle down effect* à la croissance pro-pauvre

La récurrence des politiques centrées sur la réduction de la pauvreté pose en réalité aussi bien la question de l'insuffisance de la croissance que de sa qualité. Des économistes comme Rothbard¹⁰ ont développé l'idée qu'une hausse des revenus des individus les plus riches grâce à un certain niveau de croissance économique devrait, *in fine*, être réinjectée dans l'économie nationale, soit par le biais de la consommation soit par celui de l'investissement. Cette réinjection permettra directement ou indirectement, la création d'emplois, et par conséquent, une plus large redistribution de revenus aux moins riches. Cette situation est possible grâce à l'effet de ruissellement (*Trickle down effect*). La courbe des inégalités de Kuznets illustre d'une certaine manière cet effet de ruissellement au sein d'une société, avec *in fine*, la réduction des inégalités.

Cependant, l'idée que la croissance entraîne forcément une réduction de la pauvreté ne fait plus l'unanimité chez les économistes. Ainsi, depuis les années 2000,

¹⁰ Dont les écrits sur la baisse des impôts ont été présentés dans l'ouvrage collectif publié par Rockwell in « Ten Great Economic Myths » (*The Free Market Reader. Essays in The Economics of Liberty*, 1988).

sous la houlette des institutions internationales comme la Banque Mondiale, on parle de croissance pro-pauvre.

En réalité, la réduction de la pauvreté ne relève pas uniquement de l'effet croissance. Les inégalités de départ jouent un rôle important dans ce processus relativement complexe. La croissance doit donc être « accompagnée », orientée afin qu'elle soit plus favorable aux pauvres. Sous ce rapport, Klasen (2003), l'un des auteurs qui se sont le plus distingués sur la question surtout avec ses recherches sur l'Inde, définit la croissance pro-pauvre comme une croissance pour laquelle le taux de croissance du revenu des pauvres est plus élevé que celui des non pauvres. On pourrait donc parler de croissance inégalitaire avec une sorte de « discrimination positive ». Sous ce rapport, il est plus pertinent en termes de politique économique, de promouvoir davantage une croissance en milieu rural où le taux de pauvreté est souvent plus élevé.

2.2. Elargissement du concept de croissance pro-pauvre : la croissance inclusive

Le focus sur les populations pauvres peut laisser en rade des groupes qui ne sont pas repérés dans les statistiques sur la pauvreté monétaire, mais qui vivent une relative situation de vulnérabilité. La nécessité d'élargir le champ d'action, notamment au niveau des organisations internationales milite en faveur d'une « croissance plus inclusive qui associe les groupes socioéconomiques les plus larges possibles » (BAD, 2016).

2.2.1. La croissance inclusive, une problématique largement investie par les organisations internationales

La publication en 2006 du rapport de la Banque Mondiale *Équité et développement* a contribué à rendre plus populaire le concept de croissance inclusive, devenu une des priorités stratégiques des plus grandes organisations internationales qui s'occupent des questions de développement.

Littéralement, ce concept laisse entendre l'idée qu'il est nécessaire d'inclure ceux qui ne l'étaient pas, ceux qui ne bénéficient pas ou pas suffisamment des retombées de la croissance. Ainsi, les mots-clés qui sous-tendent nombres de définitions de la croissance inclusive sont : [doit] « profiter à tous » (Klasen, 2003), [doit être] « plus équitable ». Au regard de leurs missions, ces organisations internationales ou sous-régionales sont à l'origine d'une grande partie de la réflexion autour de ce concept.

La Banque Africaine de Développement (BAD, 2012)¹¹ définit la croissance inclusive comme étant une croissance économique qui offre plus de possibilités de

¹¹ Notes d'information pour la Stratégie à long terme de la Banque, N°6 : programme de croissance inclusive.

développement socio-économique durable pour le plus grand nombre de personnes, de régions, et de pays ; protégeant en même temps les groupes les plus vulnérables, tout ceci dans un environnement d'équité, de justice égale et de pluralité politique. La Banque Asiatique de Développement, quant à elle, définit la croissance inclusive comme une croissance qui, non seulement crée de nouvelles possibilités économiques, mais qui assure aussi l'égalité d'accès à ces opportunités à tous les segments de la société et notamment aux pauvres (Ali & Son, 2007). Le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD, 2013) considère la croissance inclusive à la fois comme un résultat et comme un processus. D'une part elle permet à chacun de participer au processus de croissance, en intervenant dans la prise de décision et en étant acteur de la croissance. D'autre part, la croissance inclusive procure des avantages qui sont équitablement partagés. Elle implique donc une participation et une mise en commun des avantages.

De manière plus approfondie, il existe différentes approches définitionnelles de la croissance inclusive, qui *in fine*, témoigne de son caractère multidimensionnel.

2.2.2. Les différentes conceptions de l'« inclusivité »

La question ici est comment juger du caractère inclusif de la croissance économique. Puisqu'il est question d'élargir les bases de la croissance, une croissance qualifiée d'inclusive doit entraîner une création d'emplois, notamment pour les plus pauvres, et rendre plus aisé leur accès aux services sociaux et non publics de base. Ainsi pour Ranieri et Ramos (2013), elle doit permettre de mettre à contribution toutes les couches de la population à l'effort productif. Dans la même veine, la Banque Mondiale (citée par l'OCDE, 2014) met également l'accent sur l'emploi productif plutôt que sur la redistribution des revenus. On parle alors de croissance inclusive participative.

Quant à Ali et Son (2007), ils considèrent qu'une croissance est inclusive si elle permet de créer de nouvelles opportunités économiques et sociales et en assurer aussi un accès équitable pour tous les segments de la population, en particulier les pauvres. Ainsi, au-delà de la création d'emplois productifs, il s'agit de donner à tout un chacun plus de chances d'accéder aux externalités positives de la croissance économique. Autrement dit, même la tranche de la population qui n'a pas participé à sa création doit pouvoir bénéficier des retombées de la croissance. Cette approche s'inspire d'une certaine manière du concept de « Capabilities » élaboré par Sen (1999). Elle est qualifiée de croissance inclusive distributive en ce sens qu'elle permet un accès pour tous et égalitaire aux opportunités économiques et non économiques.

La différence entre la croissance inclusive participative et celle distributive est que la première se fonde plus sur le degré d'implication de la population à l'effort productif, alors que la seconde s'intéresse plus à l'égalité d'accès aux différents

services socio-économiques de base que la croissance économique a permis de mettre en place.

En plus de mettre l'accent sur la nécessité d'une croissance forte et durable capable de créer des emplois productifs et favoriser l'inclusion sociale, Ali et Zhuang (2007) montrent la nécessaire prise en compte des facteurs que sont l'éducation, la santé, les infrastructures, mais ils insistent aussi sur les filets de sécurité sociale sous-tendus par une bonne gouvernance.

2.3. Mesure de la croissance inclusive

Il existe, plus ou moins, une vaste littérature sur l'outil de mesure de l'inclusion de la croissance. Deux approches de mesure de la croissance inclusive sont recensées : l'approche unidimensionnelle de la croissance inclusive et celle multidimensionnelle.

2.3.1. L'approche unidimensionnelle de la croissance inclusive

L'approche unidimensionnelle de la croissance inclusive fonde sa pensée sur la manière dont un indicateur de dimension est distribué, pour apprécier le degré d'inclusion de la croissance économique. Souvent, c'est soit le revenu qui est utilisé comme indicateur, soit les dépenses de consommations avec en perspective les inégalités de développement. Ainsi, plusieurs économistes et/ou statisticiens (Gini, Atkinson), ont travaillé de façon indépendante à l'élaboration d'un indice qui permet d'apprécier la répartition d'un indicateur monétaire à l'égard de la population.

L'indice Gini est particulièrement utilisé pour mesurer les inégalités de revenus dans un pays. Dans cette approche, l'idée est que plus le revenu est distribué de manière égalitaire plus on peut affirmer que la croissance est inclusive. Par conséquent, le revenu seul suffit à situer et à comparer le niveau de vie entre différents pays, ou entre différents individus au sein d'une même population.

Dans la même lancée que Gini, un autre indice qui permet de mesurer les inégalités de revenu est élaboré en 1967, il s'agit de l'indice de Theil. Il mesure l'écart entre la distribution égalitaire et la distribution constatée. S'il est nul, la distribution est parfaitement égalitaire.

En dépit des avancées indéniables de l'approche unidimensionnelle dans l'appréhension de l'inclusivité de la croissance, elle ne tient compte que de la dimension monétaire (revenu, etc.). Toutefois, disposer d'un revenu ne veut forcément pas dire qu'on soit capable de satisfaire tous ses besoins non alimentaires ou de loisirs.

2.3.2. L'approche multidimensionnelle

Au regard des différentes définitions et de leur particularité, il apparaît qu'une approche unidimensionnelle de l'inclusivité est forcément insuffisante pour appré-

hender la question avec suffisamment de pertinence. Dans cette perspective, si certains auteurs ont axé leurs travaux sur la mesure complète de l'inclusion de la croissance, d'autres ont quant à eux, mis davantage l'accent sur la mesure de l'incidence et la qualité de la croissance économique.

C'est dans ce sens qu'Ali et Son (2007) ont élaboré l'indice d'opportunité et l'indice d'équité des opportunités. L'outil statistique qu'ils ont mis en place intègre notamment la notion de fonction d'opportunité sociale afin de mieux cerner le concept de bien-être social. Ces auteurs disent d'une croissance qu'elle est inclusive si elle permet de maximiser la fonction d'opportunité sociale. En réalité, leur fonction tient compte de la quantité d'opportunités disponibles et la manière dont chacun peut en bénéficier. Elle est particulièrement sensible à l'augmentation du nombre d'opportunités chez les populations vulnérables et par conséquent, elle varie peu en fonction de celles dont jouissent les plus riches. Ainsi, le transfert d'opportunités des plus riches vers les plus pauvres aura un impact positif sur le bien-être global.

D'autres indicateurs de la croissance inclusive ont aussi été élaborés, notamment par Zhuang et Ali (2010). Leurs travaux au sein de la Banque Asiatique de Développement, ont permis à cette institution d'avoir un cadre de référence afin de pouvoir évaluer la croissance inclusive de ses pays membres. L'ensemble des indicateurs que Zhuang et Ali ont élaborés tient compte de toutes les dimensions. En effet, dans son approche multidimensionnelle, la croissance inclusive regroupe fondamentalement deux dimensions socioéconomiques. Il s'agit de :

- réaliser une croissance soutenable qui crée de nouvelles opportunités ;
- et, d'assurer un large accès à ces opportunités pour tout le monde.

Chaque dimension traite de plusieurs piliers socio-économiques de la vie, mais également donne un ensemble de variables qui permettent plus ou moins de mesurer les améliorations des conditions de vie des individus dans un pays.

C'est dans ce sillage que McKinley (2010) a fait une synthèse des travaux relatifs à différentes catégories d'indicateurs de la croissance inclusive. Dans son article¹², il identifie quatre catégories de variables qui permettent de mesurer de façon efficace la progression de l'inclusivité de la croissance au sens de Zhuang et Ali (2010). Il s'agit :

- de croissance économique, les emplois productifs et les infrastructures ;
- de pauvreté monétaire et de l'équité entre les genres ;
- des capacités humaines, et ;
- de la protection sociale et de la bonne gouvernance.

¹² « Inclusive Growth Criteria and Indicators : An Inclusive Growth Index for Diagnosis of Country Progress », dans le cadre d'une mission de la Banque Asiatique de Développement (2010).

Pour construire son indice de croissance inclusive, la BAD a utilisé huit grandes composantes¹³ relevant des dimensions économique, sociale, spatiale et politique ainsi que 14 indicateurs.

Dans cette recherche nous avons adopté l'approche multidimensionnelle de la croissance inclusive dans son acception à la fois sur l'aspect participatif et distributif. Nous nous inspirons aussi de la catégorisation des variables et de l'approche utilisée par Zhuang et Ali (2010).

3. Matériel et méthode

Afin de pouvoir analyser les tendances et les progrès réalisés en termes d'inclusivité de la croissance au Sénégal, nous avons construit un indice synthétique de croissance inclusive. Les méthodes d'agrégations utilisées pour les calculs de l'indice synthétique ont beaucoup évolué ces dernières années. Initialement fondé sur la moyenne arithmétique, l'IDH par exemple est aujourd'hui calculé sur la base de la moyenne géométrique. Quant à la BAD (2016), elle a utilisé la moyenne arithmétique avec une pondération des variables¹⁴.

Dans le cadre de cette recherche, nous nous inspirons également de la méthode de calcul utilisée par le PNUD pour l'IDH mais en l'appliquant aux catégories et à l'approche de Zhuang et Ali (2010). L'indice de croissance inclusive au Sénégal (ISCIS) est construit à partir des données de la Banque Mondiale (WDI) et en utilisant Eviews.

3.1. Méthode de calcul de l'indice synthétique

Nous avons utilisé la technique des ACP pour la construction de l'indice synthétique de la croissance inclusive. Cette méthode a été utilisée par plusieurs auteurs¹⁵. La contrainte de devoir représenter ces variables dans un plan à plus de trois ou quatre dimensions, nous a conduit à compresser les informations contenues dans l'ensemble des variables étudiées. Dans le cadre de ce papier, nous avons construit un indice synthétique unique qui contient l'essentiel des données des différentes variables que nous avons utilisées.

¹³ Croissance ; population active et emploi ; Santé et démographie ; Éducation ; Genre ; Environnement ; Inégalité et pauvreté ; Gouvernance.

¹⁴ La méthode de la BAD consiste à calculer des scores normalisés pour chaque indicateur et pour chaque pays sur une échelle de 1 à 100. Ce sont ces scores qui font l'objet d'une agrégation. Les notes obtenues pour chaque pays permettent de les classer.

¹⁵ Notamment Diop et alii (2017) dans le cadre d'une étude sur la croissance inclusive au Sénégal, mais aussi Anago et Hounbeme (2015) pour le cas du Bénin.

3.2. Présentation des variables et source des données

En s'inspirant de la catégorisation de Zhuang et Ali (2010), et McKinley (2010), 27 variables ont été retenues et synthétisées dans le tableau 3.

Tableau 3. Liste des variables retenues pour la construction de l'ISCIS du Sénégal

Catégories	Variables	Significations
Croissance économique, emplois productifs et infrastructures	CAPIB	Croissance annuelle du PIB
	CAPIBH	Croissance annuelle du PIB par habitant
	PAPIB	Part de l'agriculture dans le PIB
	PIPIB	Part de l'industrie dans le PIB
	PSPIB	Part des services dans le PIB
	TE	Taux d'emploi
	PEA	Part de l'emploi dans l'agriculture
	PEI	Part de l'emploi dans l'industrie
	PES	Part de l'emploi dans les services
	TELEC	Taux d'électrification
	ATM	Nombre d'abonné de téléphone par 100 personnes
Pauvreté monétaire et équité entre genres	CG	Coefficient de Gini
	R-FG-EPS	Ratio filles/garçons dans l'enseignement primaire et secondaire
	PFA	Part des femmes en activité (% de la population active totale)
Capacités humaines	EVN	Espérance de vie à la naissance
	TMI	Taux de mortalité infantile des moins de 5 ans (1000)
	TMM	Taux de mortalité maternelle pour 100 000
	TM	Taux de malnutrition des moins de 5 ans
	PSA	Prévalence de la sous-alimentation (% de la population)
	M1000	Médecin, infirmier ou sage-femme pour 1000 personnes
	DPS	Dépenses publiques en santé en % du PIB
	TSP	Taux de scolarisation au primaire
	TSS	Taux de scolarisation secondaire
	DPE	Dépenses publiques en éducation en % du PIB
	AEP	Accès à l'eau potable
AA	Accès à l'assainissement	
Protection sociale et bonne gouvernance	R-IP/PIB	Ratio des investissements publics sur le PIB

Source : Élaboration propre sur la base du modèle de Zhuang et Ali et de McKinley.

Les différentes variables qui permettent d'appréhender le degré d'inclusion de la croissance économique peuvent être scindées en quatre catégories.

La première catégorie regroupe les différents indicateurs de la croissance économique, de l'emploi productif et des infrastructures. Cette catégorie de variables est celle qui est souvent mise en exergue dans l'approche participative de la croissance

inclusive. En effet, cette dernière est en fonction de la progression des variables de dimension monétaire telles que le revenu global et celui par habitant ; mais aussi par rapport au nombre d'emplois productifs qu'elle a permis de générer. Ainsi, il est important de déterminer à quel point les différents secteurs d'activités contribuent dans l'économie en termes de création de richesse et d'emplois. Toutefois, sachant que la croissance inclusive doit être à la fois participative et distributive, nous avons intégré des variables à caractères distributifs et sans exclusion d'aucune forme. C'est ce qui justifie le choix de variables telles que le taux d'électrification et le nombre d'abonnés à la téléphonie mobile.

La deuxième catégorie de variables est celle qui regroupe les indicateurs permettant de mesurer les progrès qui sont fait en termes de réduction de la pauvreté monétaire et d'équité entre les genres. La pertinence de cette catégorie réside en partie dans le fait que le *Trickle down effect* n'a pas suffi pour éradiquer la pauvreté, notamment celle monétaire. En outre, les femmes et les jeunes constituent les couches les plus affectées par ce fléau, d'où la nécessité d'une discrimination positive envers ces dernières.

La troisième catégorie, quant à elle, est composée de variables qui permettent de mesurer les différentes avancées dans la capacitation des individus. Dans cette catégorie, on note principalement deux types de variables. Il s'agit de celles qui renseignent sur les progrès dans le secteur de la santé, de l'éducation et de la formation, Behrman et Rosenzweig (cités par Ali & Son, 2007) ont montré que le niveau d'éducation est positivement corrélé au revenu ; et que le niveau d'éducation affecte positivement la productivité des agriculteurs¹⁶. Naturellement, pour que les personnes puissent travailler et être productifs, il faut qu'elles soient en bonne santé et dans un environnement sain et sécurisé. Ces conditions sont nécessaires pour l'épanouissement de toute personne. Les variables que nous avons retenues pour cette catégorie sont citées dans le tableau 3.

La quatrième et dernière catégorie de variables est celle de la protection sociale et de la bonne gouvernance. D'une part, elle mesure le degré d'inclusion sociale, particulièrement auprès des couches les plus vulnérables. D'autre part, elle renseigne aussi sur la qualité de la gestion des affaires publiques. En effet, les objectifs de développement économique et social nécessitent des politiques publiques définies par les autorités publiques, et dont les retombées doivent bénéficier à tout le monde sans exclusion. Des politiques inadaptées, la corruption et l'insécurité sont des facteurs qui peuvent inhiber ces politiques publiques. Toutefois, pour des problèmes de disponibilité de données, nous avons seulement utilisé ici la variable ratio des investissements publics sur le PIB.

¹⁶ L'étude de Birdsall (1993) en est une illustration parfaite car, elle révèle qu'en Thaïlande les agriculteurs qui ont au moins un niveau d'étude de quatre ans sont ceux qui sont plus enclins à utiliser des fertilisants et de nouvelles technologies agricoles, que ceux qui ont un niveau d'étude inférieur.

Dans notre cas, l'indice synthétique de croissance inclusive au Sénégal sera compris entre 0 et 1, avec 0,5 comme valeur médiane. Ainsi, si la moyenne de l'indice synthétique construit est supérieure à 0,5 on dit que la croissance est inclusive. Sinon, elle ne l'est pas.

4. Résultats et discussion

4.1. Statistiques descriptives multidimensionnelles

Comme nous pouvons l'observer sur le tableau 4, les statistiques descriptives montrent que les deux premières composantes principales contiennent jusqu'à près de 69% des informations des 27 variables étudiées. Ces deux composantes sont très représentatives de la réalité.

Tableau 4. Statistique descriptive multidimensionnelle (1980 et 2018) (voir annexe pour le tableau détaillé)

Composantes	Valeur propre	Différence	Proportion	Proportion cumulée
Composante1	13,4826	8,43459	0,4994	0,4994
Composante2	5,048	2,7536	0,1870	0,6863
Composante3	2,2944	0,49323	0,0850	0,7713
Composante4	1,8011	0,751835	0,0667	0,8380
...
Composante27	0,0000		0,0000	1,0000

Source : Élaboration propre.

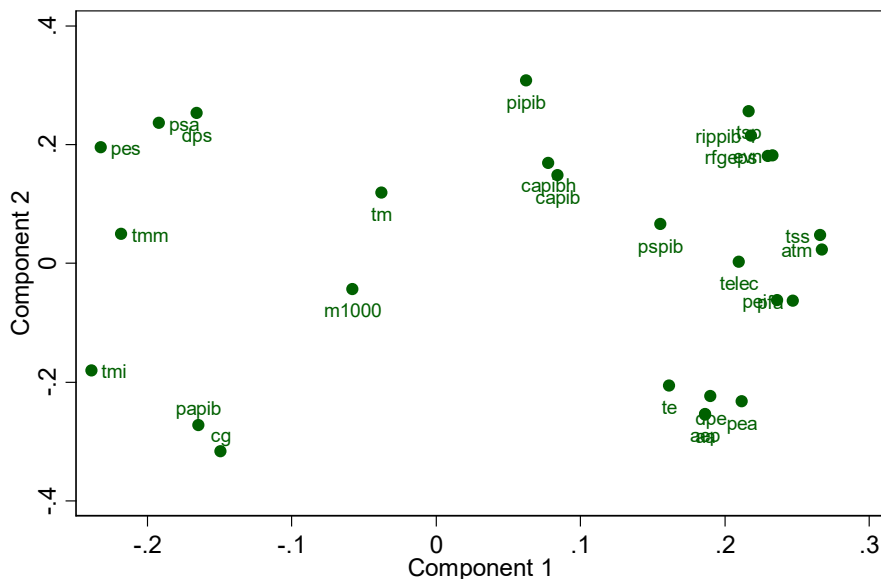
En adoptant le critère de Kaiser¹⁷, nous choisissons les deux premiers axes qui expliquent près de 69% de l'inertie totale. Les composantes 3, 4, et 5 ont toutes des valeurs propres qui sont supérieures à 1 ; toutefois, nous préférons travailler dans un espace à deux dimensions.

Il apparaît ici que les 27 variables de l'étude ont des relations plus ou moins homogènes avec les deux composantes principales (tableau 5, graphique 4). En effet, on ne peut pas dire qu'une quelconque catégorie de variables soit plus liée à une composante ou à une autre.

Grace au logiciel EvIEWS, nous avons ainsi pu construire l'indice synthétique de la croissance inclusive au Sénégal sur la période 1980–2018.

¹⁷ On choisit seulement les axes dont la valeur propre est supérieure à l'unité.

Component loadings



Graphique 4. Corrélation entre les 27 variables étudiées et les deux axes principaux

Source : Élaboration propre.

Tableau 5. Résultats de l'ISCIS du Sénégal entre 1980 et 2018

Années	ISCIS	Années	ISCIS	Années	ISCIS	Années	ISCIS
1980	0,409	1990	0,394	2000	0,304	2009	0,517
1981	0,345	1991	0,373	2001	0,345	2010	0,511
1982	0,335	1992	0,389	2001	0,345	2011	0,456
1983	0,338	1993	0,375	2002	0,384	2012	0,486
1984	0,318	1994	0,338	2003	0,352	2013	0,523
1985	0,384	1995	0,373	2004	0,381	2014	0,440
1986	0,353	1996	0,346	2005	0,436	2015	0,482
1987	0,448	1997	0,329	2006	0,499	2016	0,505
1988	0,412	1998	0,328	2007	0,492	2017	0,558
1989	0,414	1999	0,391	2008	0,483	2018	0,568

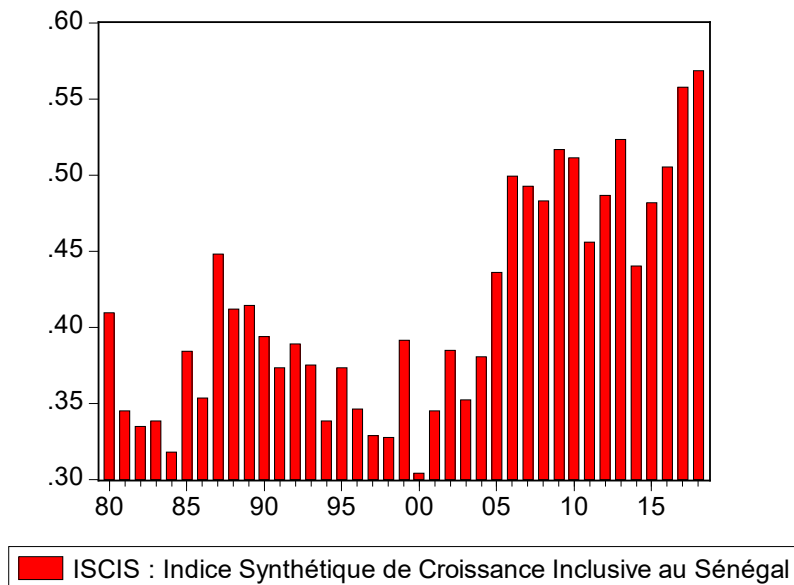
Source : Élaboration propre à partir des données de la Banque Mondiale.

Tableau 6. Statistiques descriptives de l'ISCIS du Sénégal (1980–2018)

Variable	Minimum	Maximum	Moyenne	Écart-type
ISCIS	0,304	0,568	0,413	0,072

Source : Élaboration propre.

Sur les 38 années sur lesquelles porte cette étude, l'ISCIS fluctue entre 0,304 et 0,568 (tableau 6). Son évolution de 1980 à 2018 est représentée par le graphique 5.



Graphique 5. Courbe d'évolution de l'ISCIS du Sénégal entre 1980–2018

Source : Élaboration propre.

Sur la période de l'étude, l'évolution de l'ISCIS peut être scindée en deux phases. Dans la première (1980–2000), qui correspond à peu près à la période de l'ajustement structurel, le niveau de l'ISCIS est relativement faible avec de fortes variations. Globalement sur cette période, la croissance économique est particulièrement faible avec même un taux de $-5,3\%$ en 1983, alors que l'incidence de la pauvreté était de $61,4\%$ en 1994 (ESAM I). Cela est notamment dû à la compression des ressources allouées aux secteurs sociaux mais aussi aux conséquences négatives de la dévaluation du franc CFA qui a contribué à aggraver l'incidence de la pauvreté.

Dans la deuxième phase (2001–2018), nous observons une amélioration de l'ISCIS avec une progression légèrement plus forte. Elle coïncide avec les années post-dévaluation mais aussi avec la première alternance politique au Sénégal ; alternance qui a contribué à créer un sentiment d'optimisme à tous les niveaux chez les populations. Elle correspond en effet à une période de reprise économique au Sénégal qui a permis une hausse des investissements de l'État, notamment dans la réalisation des infrastructures.

Mais en considérant ces résultats sur toute la durée de l'étude, la conclusion tirée est que la croissance n'est pas inclusive au Sénégal dans la mesure où, l'ISCIS est en moyenne ($0,413$) inférieure à $0,5$. Sous ce rapport, notre hypothèse est vérifiée.

En comparaison, Diop et alii (2017) dont l'étude porte sur la période 2000–2014, aboutissent à une non inclusion pour la période 2000–2007, mais à une inclusion positive entre 2007 et 2014 avec une tendance globalement à la hausse. Ce résultat correspond aux nôtres sur la deuxième phase mais leur conclusion ne porte pas sur la période globale de l'étude.

En mesurant la croissance inclusive des pays d'Afrique du nord à l'aide de l'indice qu'elle a élaborée, la BAD (2016) a appliqué l'indice de croissance inclusive qu'elle a conçu à 153 pays dont le Sénégal, dans une optique de comparaison. Le Sénégal est classé au 111ème rang sur 153 sur la période 2001–2005. Cependant, la BAD n'a pas défini un score minimum à partir duquel on peut parler de croissance inclusive ou pas, mais on ne peut pas dire que le pays est bien classé, au contraire.

Ce caractère non inclusif peut être expliqué par la qualité de la croissance économique du Sénégal, Diaw et Ndiaye (2019) ont en effet montré que le « modèle de croissance sénégalais ne se traduit pas par le bien-être des citoyens » du fait de contraintes comme la persistance des inégalités, l'inefficacité des dépenses sociales et politiques publiques, la faiblesse technologique et les spécialisations dans les branches traditionnelles. Ils concluent en soulignant que la levée de ces contraintes devrait favoriser une croissance inclusive. L'interrogation sur les capacités de ce modèle à réduire de manière durable la pauvreté et les inégalités met en exergue la nécessité d'une transformation structurelle de l'économie sénégalaise.

Conclusion et recommandations

En termes de croissance économique au Sénégal, la dévaluation du franc CFA dans le cadre du programme d'ajustement structurel marque un tournant. Cependant, ces dernières années l'économie sénégalaise semble s'inscrire sur un sentier de croissance salué par les bailleurs de fonds. Ces performances économiques n'ont pas été ressenties dans le panier de la ménagère. Le rythme de réduction de la pauvreté est relativement lent, tandis que les résultats en termes de développement humain ne sont pas à la hauteur des attentes. Cela pose le problème de l'inclusion de la croissance économique au Sénégal. Sous ce rapport, il s'agissait dans cet article de mesurer le caractère inclusif de la croissance économique du Sénégal à travers la construction d'un indicateur de croissance inclusive. Nous avons posé l'hypothèse d'une croissance non inclusive sur la période de l'étude (1980–2018).

En s'inspirant de la méthode du PNUD pour le calcul de l'indice synthétique qui est l'IDH et en l'appliquant à la définition et à l'approche de Zhuang et Ali (2010) de la croissance inclusive, les résultats indiquent une valeur de l'indice inférieure à la norme. En conséquence, nous concluons que la croissance n'est pas inclusive au Sénégal, ce qui confirme notre hypothèse. In fine, c'est la qualité de la croissance

qui pose problème car elle est davantage portée par le secteur des services peu créateur d'emplois productifs. Il faut une véritable politique économique orientée vers la transformation structurelle de l'économie. Etant donné que le Sénégal sera désormais producteur de pétrole à l'horizon 2023, il faut miser sur des industries ayant un fort effet d'entraînement et tirant profit de la fragmentation des chaînes de valeur mondiales.

Annexe

Statistique descriptive multidimensionnelle (tableau détaillé)

Composantes	Valeur propre	Différence	Proportion	Proportion cumulée
Composante 1	13,4826	8,43459	0,4994	0,4994
Composante2	5,048	2,7536	0,1870	0,6863
Composante3	2,2944	0,49323	0,0850	0,7713
Composante4	1,8011	0,751835	0,0667	0,8380
Composante5	1,0493	0,185807	0,0389	0,8769
Composante6	0,8635	0,105237	0,0320	0,9089
Composante7	0,7583	0,330268	0,0281	0,9369
Composante8	0,4280	0,129531	0,0159	0,9528
Composante9	0,2985	0,042243	0,0111	0,9638
Composante10	0,2562	0,0938894	0,0095	0,9733
Composante11	0,1624	0,0147455	0,0060	0,9793
Composante12	0,1476	0,043317	0,0055	0,9848
Composante13	0,1043	0,00398315	0,0039	0,9887
Composante14	0,1003	0,0289314	0,0037	0,9924
Composante15	0,7138	0,0216862	0,0026	0,9950
Composante16	0,4970	0,0198284	0,0018	0,9969
Composante17	0,0299	0,00582667	0,0011	0,9980
Composante18	0,0240	0,00594297	0,0009	0,9989
Composante19	0,0181	0,0123479	0,0007	0,9995
Composante20	0,0057	0,00232012	0,0002	0,9998
Composante21	0,0034	0,00152153	0,0001	0,9999
Composante22	0,0019	0,00127704	0,0001	1,0000
Composante23	0,0006	0,000179034	0,0000	1,0000
Composante24	0,0005	0,000359288	0,0000	1,0000
Composante25	0,0000	0,0000913407	0,0000	1,0000
Composante26	0,0000	1,38167e-06	0,0000	1,0000
Composante27	0,0000		0,0000	1,0000

Source : Élaboration propre

References

- Ali, I., & Son, H. (2007, juillet). Defining and measuring inclusive growth. Application to the Philippines. *Asian Development Review*, 98.
- Ali, I., & Zhuang, J. (2007). *Inclusive growth toward a prosperous Asia: Policy implications*. ERD Working Paper, 97.
- Anago, S. S. F., & Houngbeme, J. L. (2015, août). Construction d'un indicateur de croissance inclusive. *Revue d'Analyse des Politiques Économiques et Financières*, 1(1), 69–105.
- ANSD. (2013). *Deuxième enquête de suivi de la pauvreté au Sénégal (ESPS-II)*. Rapport définitif.
- ANSD. (2021). *Enquête Harmonisée sur les Conditions de Vie des Ménages au Sénégal*. EHCVM 2018/2019.
- BAD. (2012). *Notes d'information pour la stratégie à long terme de la Banque*. Note d'information 6. Programme de Croissance inclusive.
- BAD. (2016). *Mesurer la croissance inclusive : de la théorie à la pratique en Afrique du Nord*. Document de travail.
- Birdsall, N. (1993). *Social development is economic development*. Policy Research Working Papers, 1123. World Bank.
- CENUA. (2017). *Rapport économique sur l'Afrique 2017. Evolution récente de la situation sociale en Afrique*. <https://doi.org/10.18356/7bdd8dce-fr>
- Chevallier, A., & Le Goff, M. (2014, juillet). *Dynamique de croissance et de population en Afrique subsaharienne*. Panorama du CEPIL.
- Diaw, A., & Ndiaye, C. T. (2019). Qualité de la croissance en Afrique subsaharienne : cas du Sénégal. *Revue Internationale des Économistes de Langue Française*, 4(1), 280–314.
- Diop, M. B., Kanté, O., & Diallo, A. (2017, mars). Construction d'un indice synthétique de croissance inclusive au Sénégal. *Planning Paper*, 13, 5–11.
- Habito, C. F. (2009). *Patterns of inclusive growth in developing Asia: Insights from an enhanced growth-poverty elasticity analysis*. ADBI Working Paper, 145. Asian Development Bank Institute. <http://www.adbi.org/workingpaper/2009/08/12/3265.patterns.inclusive.growth.dev.asia/>
- Klasen, S. (2003). *In search of holy grail: How to achieve pro-poor growth?*. IAI Discussion Paper, 96. <https://www.econstor.eu/bitstream/10419/85301/1/DB96.pdf>
- McKinley, T. (2010). *Inclusive growth criteria and indicators: An inclusive growth index for diagnosis of country progress*. ADB Sustainable Development Working Paper Series, 14. <https://www.adb.org/sites/default/files/publication/28493/adb-wp14-inclusive-growth-criteria.pdf>
- OCDE. (2014, mai). *Rapport sur la cadre de l'OCDE pour une croissance inclusive*. OCDE.
- PNUD. (2013). *Rapport national pour le développement humain. Croissance inclusive et développement : le rôle du capital humain*. Nations Unies.
- Ranieri, R., & Ramos, R. A. (2013). *Inclusive growth: Building up a concept growth? International Policy Center of Inclusive Growth*. IPC-IG Working Paper, 104. Retrieved from <http://www.ipc-undp.org/pub/IPCWorkingPaper104.pdf>
- Rockwell, H. L. (1988). *The free market reader. Essays in economics liberty*. The Ludwig Institute.
- Sen, A. (1999). *Commodities and capabilities*. Oxford University Press.
- Zhuang, J., & Ali, I. (2010). *Poverty, inequality, and inclusive growth in Asia: Measurement, policy issues, and country studies*. Anthem Press.

Alain REDSLOB

Professeur émérite à l'Université Panthéon Assas (Paris 2)

Président de l'AIELF

L'Association Internationale des Economistes de Langue Française (AIELF) réunit des économistes sans parti pris, respectueux des convictions de celles et de ceux qui les portent. Fusion d'une diversité culturelle dans le creuset d'une communauté d'intérêt, elle rassemble universitaires, chercheurs et hommes de culture qui réfléchissent, coopèrent et diffusent une pensée économique vivée à la passion de la langue de Molière.

Vaste est sa mission. Parce qu'elle instaure, élargit et renforce des liens culturels aux fins de propager notre discipline, dans son aspect humain, institutionnel et formel. Parce qu'elle participe au rayonnement de la recherche, favorise l'élévation des niveaux d'éducation et incite les jeunes à s'investir. Parce qu'en écartant toute pompe, elle encourage le rapprochement des peuples en densifiant des échanges propres à la compréhension de cultures si diverses.

Aujourd'hui, les difficultés abondent, les défis se multiplient, les solutions tardent. À vrai dire, l'économie politique se trouve contrainte d'explorer des champs dont l'étendue grandissante n'a de cesse de le disputer à une aridité parfois inquiétante. Aussi, avec l'ardeur qui nous anime, valorisons nos connaissances, suscitons des confrontations d'opinions, propageons des idées neuves, tout en portant haut les couleurs de ce si beau langage qui est le nôtre.

La Revue Internationale des Economistes de Langue Française (RIELF) ambitionne de prendre sa juste part à cet élan avoué et prometteur.

Prof. dr hab. Maciej ŻUKOWSKI

Recteur de l'USEGP

L'Université des Sciences Economiques et de Gestion de Poznań est l'une des écoles d'économie et d'affaires les plus anciennes et les plus prestigieuses de Pologne. Depuis 1926, nous développons continuellement l'enseignement supérieur et garantissons des études scientifiques de haute qualité et un développement constant des infrastructures de recherche. Nous préparons de nombreux expertises économiques et réalisons des projets innovants. Une éducation de haute qualité, que nous offrons depuis des années, permet à nos étudiants et diplômés de relever avec succès les défis d'un marché du travail dynamique.

L'innovation de nos méthodes de recherche et d'enseignement a été confirmée par de nombreux classements et réalisations de nos étudiants et employés. Nous combinons notre souci de la meilleure qualité d'enseignement avec le développement de la coopération avec d'autres pays et des pratiques commerciales largement définies.

Dr Claudio RUFF ESCOBAR

Recteur de l'Université Bernardo O'Higgins, Chili

L'Université Bernardo O'Higgins (UBO), de Santiago du Chili, est une fondation sans but lucratif, de droit privé, accréditée par la Commission Nationale d'Accréditation (CNA-Chile), pour sa qualité académique, sa gestion et sa politique en matière de relations extérieures avec la Société. Comptant près de 7.000 étudiants répartis sur quatre facultés offrant des programmes de niveaux Licence, Master et Doctorat, ainsi que des départements et centres de recherche, l'Université a pour axe stratégique de développer l'excellence académique et consolider sa politique d'internationalisation, vecteur de croissance académique et culturelle pour toute la communauté universitaire. Cette stratégie est d'ailleurs distinguée par les ranking internationaux (Scimago et Times Higher Education (THE), et régionaux (Revue América Economía), notamment sur les axes de Recherche et d'ouverture à l'international.

L'Université Bernardo O'Higgins compte plus de 125 accords de coopération internationale, parmi lesquels, nombreux sont célébrés avec des pays francophones, cherchant à promouvoir la Francophonie comme axe stratégique d'internationalisation se positionnant ainsi comme l'Université chilienne la plus engagée dans cette vocation tant sur plan académique, que culturel et linguistique. Depuis 2018, l'UBO est membre actif de l'Agence Universitaire de la Francophonie (AUF). Dans ce contexte, l'adhésion au prestigieux réseau de l'AIELF, et l'organisation de son 61^e Congrès à Santiago du Chili en mai 2019, contribuent largement à enrichir cette vision et au rayonnement de la francophonie en Amérique Latine.

Note aux lecteurs : Les textes à soumettre sont à adresser en version électronique à l'adresse de la revue RIELF Krzysztof.Malaga@ue.poznan.pl

Le « guide de soumission » est disponible auprès de site officiel de la RIELF <http://rielf.aielf.org> ou bien sur le site de l'AIELF : <http://www.aielf.org>

